



CFDT, CGT, FSU et UNSA dénoncent les plans d'austérité injustes, dangereux pour l'activité et l'emploi, inefficaces pour réduire la dette.

Le gouvernement fait porter les efforts sur les salariés, ce qui creuse les inégalités et plonge des milliers de familles dans les difficultés sociales.

La France et l'Europe sont confrontées à une crise économique et sociale profonde. Des millions de travailleurs, en France et en Europe, voient leur emploi détruit ou menacé et le niveau de leur protection sociale mis en cause.

Dans ce contexte, après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité, en l'absence totale de discussion avec les organisations syndicales.

Ces mesures inéquitables et injustes :

- font porter principalement les efforts sur les salariés et impactent leur pouvoir d'achat ;
- font l'impasse sur le besoin de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi et dégradent la qualité des services publics.

Après la taxe sur les complémentaires santé, la poursuite des remboursements, le gouvernement décide d'augmenter d'un jour la carence en cas d'arrêt maladie. Il s'en prend aux salariés malades, tous assimilés à des fraudeurs. Il rend de plus en plus difficile l'accès aux soins d'une part importante de la population.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces et injustes sont laissées en l'état.

Ces mesures sont économiquement inefficaces pour réduire l'endettement : elles réduisent l'activité au risque d'une spirale infernale qui mène à la récession.

CFDT, CGT, FSU et Unsa interpellent gouvernement et patronat pour des mesures justes et équitables afin de lutter contre la spéculation, relancer la croissance économique et soutenir l'emploi, assurer des services publics de qualité.

Elles demandent en particulier au gouvernement :

- de mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros) ;
- de faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales inefficaces ;
- de conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale ;
- de renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé ;
- d'abandonner l'instauration des jours de carences supplémentaires.

Les organisations syndicales appellent les intersyndicales de tous les secteurs privés comme publics à réunir dès maintenant tous les salariés pour débattre, agir et pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprise) dans la période du 4 au 15 décembre 2011.

Le 13 décembre s'inscrit dans la continuité de l'action et est une étape supplémentaire pour construire le mouvement nécessaire contre le rouleau compresseur du gouvernement.

L'intersyndicale a prévu de se réunir à nouveau le 15 décembre, afin d'élaborer de nouvelles initiatives en janvier.

**RASSEMBLEMENT UNITAIRE INTERPROFESSIONNEL
MARDI 13 DECEMBRE A 17H30
DEVANT LA PREFECTURE A POITIERS**